

Je l'ai déjà signalé à maintes reprises, mais je me demande pourquoi les Canadiens ont une si mauvaise impression de leur Parlement. La réponse est fort simple: le Parlement ne fait pas son travail. La preuve, on n'a qu'à songer qu'alors que nous avons aujourd'hui la possibilité de discuter du plus grave de nos problèmes économiques, peut-être le plus grave que notre pays ait connu depuis des générations, il n'y a personne ici du gouvernement pour en discuter.

Une voix: Où sont tous les conservateurs?

M. Gillies: M. l'Orateur, j'estime que pour que le Parlement soit efficace, qu'il aborde les vrais problèmes, nous devons nous attaquer à des questions importantes.

Une voix: Vous n'êtes que huit progressistes conservateurs ici.

M. Gillies: Nous ne pouvons pas nous acquitter de notre tâche de parlementaire si nous ne pouvons débattre certaines de ces questions importantes. Pour couronner le tout, il nous a été impossible d'obtenir que le gouvernement renvoie ces questions au comité où l'on aurait pu les examiner de près, dans ce prolongement du Parlement. Ce que nous faisons actuellement au comité, c'est d'escamoter la discussion sur la loi sur les banques et nous chamailler pour savoir qui devrait comparaître. Ne devrions-nous pas discuter de cette question avec les meilleurs spécialistes, les personnes les plus compétentes en la matière? N'est-ce pas là toute la question? Ne devons-nous pas essayer de résoudre les problèmes pour le bien du peuple canadien? Et pourtant, il est impossible d'amorcer ici, à la Chambre des communes, un débat qui en vaille la peine, parce que le gouvernement—qui a probablement peur de devoir défendre sa politique—n'a encore une fois personne qui puisse parler de ces questions dont nous sommes saisis.

Certains commentaires du ministre des Transports m'ont beaucoup intéressé. La plupart étaient non pertinents, ceux qui l'étaient étaient également erronés. Il a dit que si l'économie canadienne est dans une situation fâcheuse, c'est peut-être à cause des propos tenus par le chef de l'opposition (M. Clark) et certains députés de ce côté-ci au sujet du ministre des Finances, le moins crédible que le Canada ait jamais eu, un ministre qui déclare à la Chambre que le gouvernement ne tente pas de soutenir le dollar et qui, l'instant d'après, va emprunter plus de 5 milliards à l'étranger dans ce but précis, un ministre qui dit que la valeur du dollar augmente à chaque fluctuation du marché et qui dépense plus que jamais dans notre histoire pour le soutenir. Le ministre des Transports a l'effronterie sans borne—je n'aime pas ce mot-là—et la stupidité de parler de la crédibilité du chef de l'opposition, alors qu'il n'y a jamais eu—et je défie tous les ministériels de me prouver le contraire—de ministre des Finances aussi peu crédible que le ministre actuel. Où que vous alliez dès que vous quittez la colline pour aller parler avec des personnes qui s'occupent d'investissement, vous vous rendez compte que le ministre ne jouit que d'une piètre crédibilité.

L'une des raisons pour lesquelles le dollar canadien passe par une telle crise, c'est à cause du manque de crédibilité du gouvernement. Comment ce gouvernement peut-il se dire responsable quand il promet, pendant sa campagne électorale,

Le dollar canadien

qu'il ne va pas contrôler les salaires et les prix et qu'une fois élu, il s'empresse de le faire. Nous n'aurons pas de politique économique raisonnable et prometteuse tant que nous n'aurons pas changé de gouvernement. En effet, ce que l'on peut reprocher à nos dirigeants et ce que l'opinion mondiale s'accorde à reconnaître, c'est d'avoir commis des erreurs monumentales de dire blanc un jour, noir le lendemain et de ne pas indiquer leur politique, s'ils en ont effectivement une. Ils se montrent inaptes et réticents à donner au comité le soin de permettre aux députés d'exercer pleinement leur rôle en entretenant des questions économiques avec les meilleurs experts et en prenant les meilleurs conseils possibles. C'est proprement honteux et cela montre bien leur faillite totale, cela montre combien ils ont peur de dire au vu et au su de tous ce qui ne va pas dans ce pays.

Comparez notre situation à la façon dont on discute les questions de politique économique dans tous les pays du monde occidental. L'autre soir, le président des États-Unis a fait rapport au Congrès de l'état de l'économie américaine. Pourquoi? Tout simplement parce qu'il y est tenu de par la loi américaine de 1946 sur le plein emploi; il doit également dire à ses compatriotes dans quelle voie l'économie s'est engagée, de façon qu'ils puissent juger de la situation. Le Congrès tient des audiences, cite des témoins, afin que les membres du Congrès puissent se faire une idée des politiques à mettre en œuvre, et les Américains savent où en sont les choses.

Une telle formule ne saurait apparemment pas satisfaire les libéraux. Ils préfèrent garder les gens dans l'ignorance. Ils préfèrent raconter les histoires qu'ils inventent. Ils ne veulent pas s'attaquer aux problèmes. C'est la seule conclusion que nous puissions tirer de leur façon de procéder. Aujourd'hui, en ce premier jour réservé à l'opposition et consacré au problème canadien le plus important, qu'il n'y ait pas un seul ministre responsable de la situation économique de présent à la Chambre des communes pour défendre la politique du gouvernement est une infamie et témoigne de l'incapacité du gouvernement. Le gouvernement ne trouve personne. Quelqu'un s'absente-t-il un jour réservé à l'opposition, il ne trouve plus personne pour le remplacer et pour présenter le point de vue du gouvernement sur les difficultés économiques.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Il y a bien le ministre de la Défense nationale (M. Danson).

M. Martin: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. C'est une calomnie à l'endroit du ministre des Finances (M. Chrétien). Comme on l'a expliqué bien clairement, il se trouve à New York, en réponse à une invitation reçue il y a longtemps, pour prendre la parole devant le Council of Foreign Relations. Le ministre qui est intervenu à sa place est le ministre suppléant des Finances (M. Lang) qui a traité du sujet avec beaucoup de maîtrise au nom du ministre.

Des voix: Bravo!

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Ce n'est pas là un rappel au Règlement.

M. Gillies: J'aurais cru que le ministre des Finances . . .